

38 POU.R

l'éducation, l'enseignement, la recherche, la culture

Bulletin n°87 de mars 2015 - Prix : 0,5 € (abonn. 2,5 €)

P

PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE 

DÉPOSÉ LE 30/03/2015

Bulletin trimestriel - Section de l'Isère de la Fédération Syndicale Unitaire

FSU-ISÈRE ■ Bourse du Travail ■ 32, av. de l'Europe ■ 38030 GRENOBLE CEDEX 2

collectif 3A : Alternative A l'Austérité,
**SOUTENIR LE PEUPLE GREC
ET COMBATTRE L'AUSTÉRITÉ EN FRANCE !**
réunion publique jeudi 2 avril 2015, 20h,
salle Edmond Vigne, Fontaine.



Enfants migrant-es ? A l'école !

stage intersyndical mardi 7 et mercredi 8 avril,
à la Bourse du travail de Grenoble

*Quel accueil à l'école pour les enfants migrant-es ?
Quelles réalités ? Quelles difficultés ? Quelles
réussites ? Et nous, enseignant-es : comment faire
respecter l'obligation de scolarité ? Comment construire
et assurer une égalité des chances ? Quelles
revendications construire collectivement, en lien avec
les collectifs existants (RESF) ?*

**Jeudi 9 avril grève interprofessionnelle
pour la fin de l'austérité,**

manifestations locales

- **Grenoble** 14h00, départ place Victor Hugo

- **Nord Isère** 15h00, départ place des Halles
à la Tour du Pin

Campagne pour la libération de Marwan Bargouthi

et de tous les prisonniers politiques palestiniens
Grenoble : vendredi 10 avril, 19h30, projection &
débat, Maison des Associations.

Samedi 11 avril, 15h, marche de solidarité,
rue Félix Poulat.

Éditorial

9 Avril 2015

Déclaration des organisations syndicales de la Fonction publique «L'amélioration du Service public passe par la fin de l'austérité»

Dans un contexte de crise sociale et d'inquiétudes fortes dans la société notamment dans les domaines de l'emploi, des salaires, de la protection sociale et de l'avenir des services publics, les agents de la Fonction publique sont des éléments décisifs pour renforcer les solidarités, développer la cohésion sociale et réduire les inégalités. Ses agents en sont des acteurs essentiels. Réunies le 3 mars 2015, les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires et FA-FP rappellent leur attachement aux valeurs de la République, liberté, égalité, fraternité et laïcité portées par le statut général des fonctionnaires.

Elles affirment que les politiques d'austérité poursuivies par les différents gouvernements ont des conséquences désastreuses pour la Fonction publique, les agents et les usagers.

Ces politiques perpétuent des destructions d'emploi, au prétexte de redéploiement, et des restrictions budgétaires ne permettant pas aux agents de remplir toutes leurs missions de service public et d'offrir ainsi un service à la hauteur des besoins sociaux partout sur le territoire.

Elles condamnent le gel des traitements des fonctionnaires depuis 2010, la diminution des mesures catégorielles et, avec l'augmentation des retenues pour pension, une baisse sans précédent du pouvoir d'achat qui ôte toute attractivité à l'emploi public.

Aussi, elles rejettent le plan d'économies de 54 milliards sur les dépenses publiques et sociales, dont 10 milliards



*Avec la FSU,
pour le Service Public !*



Sommaire

- Agenda, Éditorial p.1et 2
- Education nationale en grève le 3 février p.2
- Après le 11 janvier p.3
- Retraites, pas d'austérité p.4

(suite éditorial)

sur l'assurance maladie, 3 milliards sur les hôpitaux,.... Ainsi que la diminution des dotations aux collectivités dont l'objectif principal est la baisse de la « masse salariale ».

Au moment où se développe un train de réformes tous azimuts (réforme territoriale, réforme de l'Etat, réforme de la santé, revue des missions etc.), elles réaffirment que les réorganisations en cours ou à venir de l'organisation territoriale de la République (métropole, développement des intercommunalités, maisons de l'Etat et maisons de services au public, fusions, etc.) vont impacter la présence des services publics de proximité et induire des mobilités forcées, créant un climat anxigène chez les agents publics confrontés à la diminution de l'emploi public.

Convaincues de la nécessité de lutte commune Privé-Public, les organisations syndicales de fonctionnaires CGT, FO, FSU, Solidaires et FA-FP s'engagent dans un processus de mobilisation et appellent l'ensemble des agents publics à participer massivement à la journée de grève interprofessionnelle du 9 avril 2015.

Elles exigent :

une hausse du pouvoir d'achat qui passe par le dégel du point d'indice et par des mesures compensatoires de rattrapage des pertes subies depuis des années.

la fin des suppressions d'emplois et la création d'emplois statutaires permettant le bon accomplissement de toutes les missions de service public.

l'arrêt des politiques d'austérité, renforcées par le Pacte de responsabilité qui déstabilisent et fragilisent les services publics et leurs missions.

le maintien et l'amélioration du statut général et des statuts particuliers qui sont autant de garanties pour la Fonction publique et les citoyens.

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires et FA-FP appellent les agents à organiser, dans les établissements et services, la préparation de la grève interprofessionnelle du 9 avril et d'en assurer le succès dans une dynamique de mobilisation unitaire (assemblées générales, heures mensuelles d'information ...).

Actifs – Retraités, toutes et tous en grève et en manifestations pour dire non à l'austérité !

Education nationale en grève le 3 février 2015

À mi-chemin du quinquennat, les deux priorités affichées en 2012 – la Jeunesse, l'École – sont peu perceptibles au jour le jour dans les écoles, collèges et lycées. Parce qu'ils veulent que tous les élèves réussissent leur scolarité, les personnels de l'éducation nationale ne peuvent se satisfaire de cette situation et des conditions dans lesquelles se prépare la rentrée 2015.

La FSU et ses syndicats ont appelé à une journée nationale de grève dans l'éducation ce 3 février, période de préparation de la prochaine rentrée scolaire, afin de porter nos revendications pour :

- de meilleures conditions de travail
- des salaires revalorisés
- une formation initiale et continue de qualité

Dans le contexte terrible de ce début d'année, où l'École est apparue à la fois comme un rempart contre les extrémismes et un lieu défaillant à transmettre les valeurs de la République, il faut rappeler que notre pays a plus que jamais besoin d'une École solidaire, égalitaire, fraternelle et laïque.

Mais la réalité est autre, et rien de significatif n'est proposé depuis 2 ans et demi pour faire avancer les choses.

Oui, des postes sont créés (148 ETP dans le premier degré et 140 ETP dans le second degré pour l'académie de Grenoble à la rentrée prochaine), mais cette année encore, ils seront absorbés par l'évolution démographique, les dispositifs de formation et les mesures d'accompagnement des entrées et sorties d'éducation prioritaire. Les effectifs par classe ne baisseront pas, loin s'en faut ! À l'heure où les injonctions de l'administration prônent le non-doublement, l'inclusion, la prise en charge individualisée et la différenciation, ce n'est pas admissible.

La nouvelle carte de l'éducation prioritaire, élaborée et dévoilée sans transparence ni dialogue dans notre académie, est très insatisfaisante. Les besoins ne sont pas couverts, et ce ne sont pas les promesses d'accompagnement pour 3 ans des sortants qui changeront le quotidien des ces établissements où l'accès aux savoirs et à la culture est encore plus nécessaire qu'ailleurs. Au final, notre département subit 3 suppressions franches de réseaux : des écoles, collèges sortent de l'éducation prioritaire sans que la preuve ait été apportée que leur situation se soit améliorée.

La formation initiale est remise en place mais inadaptée, inégalitaire, épuisante pour des stagiaires qui font les frais de ces balbutiements, avec entre autre des emplois du temps mal conçus et ingérables. La formation continue, elle, est aux abonnés absents.

Nos salaires sont gelés depuis 5 ans, notre pouvoir d'achat baisse. Ce n'est plus tolérable. Entre 2000 et 2014, nous avons perdu 2 mois de salaire. Un niveau BAC +5, c'est 1,2 SMIC. Les perspectives de conditions de travail et de rémunération sont beaucoup plus attractives, à BAC +5, hors EN, d'où la crise de recrutement qui s'intensifie.

Dans le premier degré, la réforme des rythmes est largement décriée. Il faut remettre à plat ce dossier, construire, avec les professionnels que nous sommes, une vraie réflexion et ne pas précipiter une organisation qui ne peut avoir d'effets sur la réussite de nos élèves quand tout le reste est occulté.

Notre mobilisation pour l'École doit déboucher sur une mobilisation plus large, interprofessionnelle, car les inégalités scolaires que l'école ne parvient pas à enrayer sont le reflet des inégalités sociales qui s'accroissent dans notre pays. Prenons exemple sur le peuple grec, espagnol qui rejettent les politiques d'austérité et réclament plus de justice sociale. Nous devons nous appuyer sur ces mouvements d'ampleur, nous y inscrire pour imposer d'autres choix budgétaires, de vraies politiques pour l'emploi, le logement.

Démultiplions nos forces pour rassembler, le plus unitairement possible, toutes celles et tous ceux qui croient en et veulent un autre projet de société.

Anne-Marie Guillaume

L'actualité publique de la FSU 38 est disponible sur son site : <http://sd38.fsu.fr/>

Pour être à jour, consultez-le.



Nous avons été bouleversé-es par les assassinats dans les locaux de Charlie Hebdo, dans la rue et lors de la prise d'otage meurtrière dans une supérette casher.

Nous tenons à apporter notre solidarité aux victimes et à leurs proches. Nous condamnons sans réserve ces actes horribles.

La liberté d'expression est une liberté publique fondamentale. En s'y attaquant avec cette violence meurtrière, cet attentat relève du fascisme. L'attaque de l'Hyper Casher y ajoute l'antisémitisme.

Au delà de la très forte émotion suscitée par ces atrocités, les rassemblements qui se sont organisés partout en France témoignent d'une grande aspiration à la solidarité et d'un attachement fort aux libertés publiques.

Charlie Hebdo n'a pas été attaqué par hasard, il est considéré comme antiraciste et incarnant la liberté d'expression.

Les intégristes espèrent créer un climat raciste afin de faire basculer le pays dans une violence et un communautarisme dont les musulmans seront les premières victimes. Pour ces courants réactionnaires, l'enjeu est l'exacerbation du climat raciste, islamophobe et antisémite.

Nous nous opposons à tous les fanatismes religieux, ainsi qu'à toute assimilation des personnes au nom de leur religion ou de leurs origines à ces actes atroces.

Nous nous opposons à l'instrumentalisation de cet acte à des fins politiques racistes, haineuses ou sécuritaires. Les journalistes de Charlie sont tombés pour défendre la liberté, la démocratie et la laïcité.

Nous réaffirmons le droit d'expression, la liberté de critique, le droit à la caricature et à la satire, dans le cadre de la loi.

Si l'émotion suscite une légitime aspiration au rassemblement, les appels à « l'unité nationale » ou au « front républicain » sont une impasse pour le mouvement social et démocratique.

Ils visent à faire taire la conflictualité sociale et à unir la population derrière des dirigeant-es

qui mènent des politiques extérieures impérialistes et des politiques intérieures antisociales.

Ces politiques qui s'accompagnent de stigmatisation raciste et anti-immigré-es, de chasse aux sans-papiers et de harcèlement des Roms, portent une lourde responsabilité dans la montée de la xénophobie que nous vivons aujourd'hui.

Nous nous opposons à tous les projets de lois liberticides qui amplifieraient le muselage du mouvement social et la surveillance généralisée de la population.

Les libertés publiques, le droit à la protection de la vie privée (communications), la liberté d'expression, de circulation, de manifestation, de grève, ne doivent pas être sacrifiées sur l'autel de la « lutte contre le terrorisme ».

C'est sur la misère économique et sociale, produite en Europe par les politiques austéritaires, que prospèrent toutes les idéologies rétrogrades.

C'est en nous opposant à ces politiques antisociales, en mobilisant massivement les classes populaires, en créant des perspectives de transformation sociale, pour une société juste et solidaire, que nous lutterons le plus efficacement contre tous les fascismes.

Grenoble, le 19 janvier 2015



Retraites : pas d'austérité

Mémoire revendicatif des retraités pour 2015

Madame, Monsieur le député, le sénateur,

Depuis plusieurs années, les 16 millions de retraités, du secteur public comme du privé, constatent que leur situation ne cesse de se dégrader. Ils sont en colère et déterminés à ne pas laisser se poursuivre la dégradation de leur pouvoir d'achat, de leurs droits et garanties en matière de retraite et de protection sociale. Ils présentent aux élus, au niveau national, régional et départemental, un mémoire de leurs revendications.

Nous ne pouvons accepter que 10 % des retraités vivent sous le seuil de pauvreté, ni que cette situation s'aggrave encore du fait des politiques d'austérité.

Nous ne pouvons accepter que 7 % des retraités de 60 à 69 ans occupent un emploi en 2012, chiffre qui a doublé depuis 2006. La moitié d'entre eux y sont contraints par le montant insuffisant de leur pension.

Les retraités sont des citoyens à part entière et ont contribué au développement économique et social de ce pays. Ils ne demandent pas la charité, mais la dignité.

En conséquence, ils revendiquent :

- * **Le retour à la revalorisation annuelle** de toutes les pensions et retraites au 1er janvier et le rattrapage des 30 mois sans revalorisation ;
- * **L'indexation sur l'évolution des salaires** ;
- * **Le retour au droit à la retraite à 60 ans** et à un départ anticipé pour les métiers pénibles ou insalubres ;
- * **Le minimum de retraite équivalent au SMIC** pour tout retraité ayant une carrière complète ;
- * **Le rétablissement de la demi-part fiscale** supplémentaire pour tous les parents isolés ayant élevé un enfant et le retour à **l'exonération fiscale des majorations familiales** de pension pour les retraités ayant eu 3 enfants, sans attendre une **véritable réforme fiscale** qui garantisse l'égalité entre les citoyens tout en finançant les services publics ;
- * **Le maintien et l'amélioration des pensions de réversion** et la suppression des conditions de ressources ;
- * **La prise en charge de la perte d'autonomie par la Sécurité Sociale et donc la suppression de la CASA** (Contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie). Estimant insuffisante la loi sur l'adaptation de la société au vieillissement, ils revendiquent une augmentation des moyens permettant l'amélioration de la prise en charge, que ce soit à domicile ou en établissement.

Ils souhaitent qu'en 2015 soit porté un coup d'arrêt aux politiques rétrogrades qui entendent réduire de 50 milliards d'euros les prestations sociales. Ils sont déterminés à mobiliser les retraités pour la défense de leurs pensions et de la protection sociale collective.

Fédération Syndicale Unitaire - Section de l'Isère ■ 38 POUR : bulletin édité par la section de l'Isère de la FSU

Adresse : Bourse du Travail - 32 av. de l'Europe - 38030 GRENOBLE CEDEX 2

Téléphone : 04 76 09 13 60 ■ Télécopie : 04 76 40 36 42 ■ Courrier électronique : fsu38@fsu.fr

Site : <http://sd38.fsu.fr> ■ Directeur de la publication : Marie-Laurence MOROS

■ CPPAP : n° 0915 S 07523 ■ ISSN 1259-1343 ■ Dépôt légal : 1° trimestre 2015 ■ Imprimé par nos soins
Ce bulletin vous a été envoyé grâce aux fichiers informatiques de la FSU. Conformément à la loi du 8/01/1978, vous pouvez avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant à la FSU.